TELLURIAN RESEARCH

Veille hebdomadaire RDC

28 sept. – 4 oct. 2026

Sommaire

01 Résumé exécutif

02 Carte de situation — Événements de la semaine

03 Analyse

3.1 Sécurité et gouvernance : documentation des exactions et pression sur l'AFC/M23

3.2 Politique minière : audits de la sous-traitance locale et poids des capitaux chinois

3.3 Santé publique : Ebola dépasse les 4 000 décès alors que l'accès au terrain se détériore

3.4 Politique : la loi référendaire progresse sur fond de contestation de l'opposition

04 Analyse des perceptions : le traitement médiatique de la RDC et ses angles morts

4.1 Langues et géographie de la couverture médiatique

4.2 Médias internationaux francophones : RFI et France 24

4.3 Médias congolais : Actualite.cd, DeskEco, Zoom Eco et Mediacongo.net

4.4 Médias chinois : CGTN Africa et Xinhua

4.5 Médias arabophones : Al Jazeera Arabic

4.6 Médias belges : La Libre Belgique

4.7 Médias occidentaux et internationaux anglophones

4.8 Ce que le paysage médiatique révèle aux parties prenantes

05 Conclusions : bilan, perspectives et implications pour les parties prenantes

5.1 Conclusions clés

5.2 Signaux officiels de stabilisation et réalité du terrain : un écart persistant

5.3 Semaine à venir : événements programmés, 5–11 octobre

5.4 Indicateurs à surveiller : octobre 2026

5.5 Message stratégique aux parties prenantes

Cuivre 14 355 $/t ▼ -2,6 %	**Cobalt 39 140 $/t ▼ -1,3 %**	**Étain 54 355 $/t ▲ +0,6 %**
Or 4 162,30 $/oz ▼ -2,3 %	**Brent 102,25 $/bbl ▼ -2,0 %**	**CDF pour 1 USD 2 267 ▼ -0,2 %**

Variation hebdomadaire : clôture du ven. 25 sept. à la clôture du ven. 2 oct. (London Metal Exchange / Bloomberg). CDF/USD : un chiffre plus bas signifie que le franc congolais s'est apprécié (il faut moins de francs pour un dollar).

Résumé exécutif

Entre le 28 septembre et le 4 octobre, la pression s'est accentuée sur la riposte sanitaire de la République démocratique du Congo, sur l'environnement sécuritaire dans l'est du pays et sur le processus politique. Les décès liés à Ebola ont dépassé la barre des 4 000 le 3 octobre, alors même que le ministère de la Santé affirmait que l'épidémie avait passé son pic. Dans l'est, un rapport du Secrétaire général de l'ONU et des éléments transmis par Amnesty International ont documenté des exactions systématiques attribuées à l'AFC/M23, tandis que des affrontements armés sur le site de déplacés de Kigonze, près de Bunia, ont dispersé plus de 8 000 personnes. À Kinshasa, l'Assemblée nationale a adopté une loi référendaire révisée, sur fond de boycott de la coalition d'opposition C64.

L'interaction entre l'insécurité et le contrôle de l'épidémie est restée la dynamique la plus lourde de conséquences de la semaine. Le 1er octobre, une opération de fouille d'armes à Kigonze — un site accueillant environ 19 000 personnes, dont des contacts Ebola sous suivi actif — a été suivie d'affrontements armés et de la fuite de plus de 8 000 résidents. Le meurtre d'un responsable de l'UDPS à Butembo après une émission radiophonique de prévention contre Ebola, l'incendie d'un centre de transit Ebola et l'infection d'un membre du personnel international de MSF à Beni montrent que l'hostilité communautaire et l'insécurité continuent d'entraver les intervenants sur plusieurs fronts.

L'engagement international s'est intensifié autour de l'épidémie comme de la redevabilité. Une réunion ministérielle du G20 convoquée par les États-Unis en marge de l'AGNU a permis de mobiliser plus de 470 millions de dollars de nouvelles promesses contre Ebola le 30 septembre, et Africa CDC évaluait le total des engagements annoncés à 2,9 milliards de dollars au 4 octobre. Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a rencontré le président Tshisekedi à Kinshasa le 2 octobre et s'est rendu à Bunia le 3 octobre, tandis que la France et la RDC signaient un accord de 1,3 million d'euros en soutien aux survivants de violences sexuelles liées aux conflits. Au Conseil de sécurité de l'ONU, Kinshasa a demandé la suspension des rotations de troupes rwandaises au sein des opérations de maintien de la paix — une demande rejetée par Kigali — et le Burundi a durci les conditions d'entrée pour les personnes ayant séjourné dans les zones tenues par l'AFC/M23.

Les évolutions minières et économiques traduisent une posture réglementaire plus affirmée, dans le cadre d'une structure de propriété concentrée. Le régulateur minier a annoncé des audits annuels de la sous-traitance et du contenu local pour les grandes entreprises à partir de 2027, après que des sociétés congolaises ont obtenu 3,1 milliards de dollars sur 3,7 milliards de contrats de sous-traitance en 2025. Selon The Africa Report, des entreprises chinoises détiennent désormais des participations dans 54 % des projets miniers critiques de la RDC, contre moins d'un tiers en 2023. Les éléments d'Amnesty International sur l'exploitation illicite de minerais dans les zones contrôlées par l'AFC/M23 ajoutent une dimension supplémentaire liée aux chaînes d'approvisionnement.

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

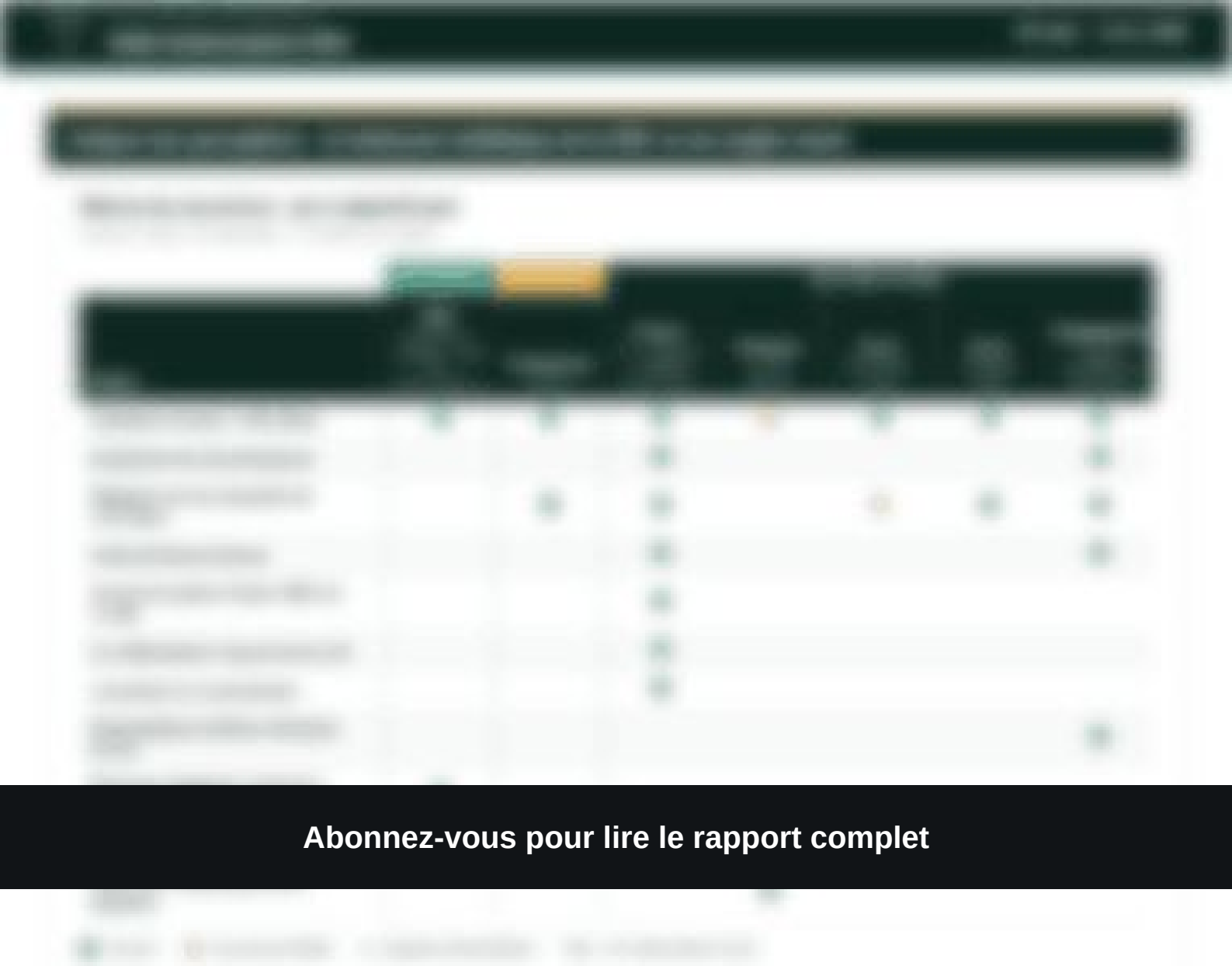
Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet



Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet

Abonnez-vous pour lire le rapport complet